

An aerial night photograph of a city, likely London, showing a dense grid of lights and a large body of water in the foreground. The lights are bright and concentrated in the urban areas, with some lights reflecting on the water's surface. The overall scene is dark, with the city lights providing the primary illumination.

- MODULE 7 -
URBANISATION

TABLE DES MATIÈRES

<input type="radio"/> Le projet FOURMIS.....	PAGE 3
<input type="radio"/> Présentation du module 7.....	PAGE 4
<input type="radio"/> 1. Activité de remue-méninges.....	PAGES 5-6
<input type="radio"/> 2. Documentaire et complément théorique.....	PAGES 7-8
<input type="radio"/> 3. Complément théorique.....	PAGES 9-17
<input type="radio"/> 4. Activité de réflexion.....	PAGE 18
<input type="radio"/> Références.....	PAGE 19
<input type="radio"/> Annexe.....	PAGE 20

Crédit photo de la page couverture: NASA/GSFC

Recherche et rédaction :
Louis Bories-Azeau

Conception graphique :
Maïka Sondarjee

ISBN 978-2-924878-13-2 (PDF)
ISBN 978-2-924878-12-5 (imprimé)

PRAXIS
Centre de développement professionnel
Faculté des arts et des sciences

Université 
de Montréal
et du monde.

Réseau d'études des
dynamiques transnationales
et de l'action collective

Une unité du  CÉRIUM



REDTAC

Université 
de Montréal

PROJET FOURMIS

Projet

Depuis 2009, des étudiants affiliés au Réseau d'études des dynamiques transnationales et de l'action collective (REDTAC) ou au Département de science politique de l'Université de Montréal ont réalisé des documentaires vidéos sur différents enjeux contemporains de développement. Le projet FOURMIS (Formation ouverture et regards multimédias sur l'international et la solidarité) mobilise les connaissances contenues dans ces documentaires à l'aide de trousseaux pédagogiques interactives. Ces trousseaux sont organisées autour desdits documentaires, de ressources infographiques, d'activités participatives et de compléments théoriques.

Chaque module permet de s'informer et de se forger une vision personnelle et éclairée des enjeux traités. Les huit premières trousseaux portent sur :

- la déforestation et l'agroforesterie
- les nouveaux enjeux de la migration
- l'environnement et la gestion des déchets
- la souveraineté alimentaire
- l'accaparement des terres
- l'altermondialisme
- l'urbanisation
- les enjeux de genre

Public visé

Les formations et les trousseaux pédagogiques du projet FOURMIS s'adressent aux enseignants et enseignantes des programmes internationaux des cégeps et d'études secondaires avancées, ainsi qu'aux responsables d'ONG francophones. Le but est d'offrir des outils 2.0 aux formateurs voulant innover dans leurs techniques d'enseignement, à l'aide d'outils interactifs et de supports multimédias.

Contact

Dominique Caouette

Coordonnateur, Réseau d'études des dynamiques transnationales et de l'action collective (REDTAC)

Département de science politique, Université de Montréal

dominique.caouette@umontreal.ca

Maïka Sondarjee

Membre associée, Réseau d'études des dynamiques transnationales et de l'action collective (REDTAC)

Doctorante, Université de Toronto

maika.sondarjee@mail.utoronto.ca

MODULE 7

URBANISATION

Description

Les trois quarts des habitants des pays de l'hémisphère Nord vivent dans des villes. Si les taux d'urbanisation des pays du Sud sont moindres, ces pays abritent plus de deux milliards de citoyens, sur les quelque trois milliards que compte la planète. L'urbanisation à l'origine d'une transformation des sociétés. Le développement des villes est positif, car celles-ci représentent un espace de liberté pour ses habitants ainsi qu'une zone d'émancipation pour les minorités. Les centres urbains constituent des moteurs économiques et des lieux d'innovation. Pourtant, alors que l'urbanisation a longtemps été considérée comme un vecteur de développement, elle fait aujourd'hui l'objet de nombreuses critiques : elle favorise l'apparition de bidonvilles et ne permet pas l'assimilation des néo-urbains, lesquels se retrouvent dans des conditions d'hygiène et de vie déplorables. Certains acteurs accusent la mondialisation d'être à l'origine de la disparition d'une société rurale traditionnelle dans les pays du Sud; ils l'accusent aussi d'être à l'origine d'une « uniformisation » du monde au détriment de cultures et de modes de vie singuliers. Le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) prévoit que, d'ici 2050, plus de 70 % de la population mondiale vivra dans des agglomérations urbaines. Cette situation représente un problème grandissant à l'échelle planétaire.

Objectifs

À la fin du module, les membres du groupe devraient être en mesure de :

- Comprendre les enjeux d'urbanisation ;
- Pousser leur réflexion sur les conséquences de l'urbanisation, ses liens avec la modernisation et le développement, ainsi que son rapport aux cultures traditionnelles ;
- Comprendre les multiples visages (positifs et négatifs) de l'urbanisation.

Déroulement

1. Remue-méninges (15 minutes)
3. Documentaire : *Haw-As* (45 minutes)
4. Activité de réflexion *Quelles villes pour demain ?* (45 minutes)

Total : 2 h 05

1. REMUE-MÉNINGES

Objectif

Cette activité de remue-méningses a pour objectif de susciter l'intérêt du groupe à partir du visionnement d'un diaporama. La projection offre aussi au formateur l'occasion de sonder les connaissances du groupe et de lancer la discussion sur les questions suivantes : Qu'est-ce que l'urbanisation ? Quelles en sont les conséquences ? Quels sont les différents visages de l'urbanisation ?

Les éléments de cette discussion serviront de base théorique pour le reste des activités de ce module. Les diapositives présentent une alternance de chiffres et d'images qui exposent à la fois l'ampleur et les différents visages de l'urbanisation.

Déroulement

1. La formatrice ou le formateur présente le diaporama (les légendes figurent dans le document PowerPoint). Au cours de la projection, il ou elle prend le temps de demander aux membres du groupe de décrire ce qu'ils voient et ce qu'ils comprennent à chaque diapositive.

2. Il ou elle lance la discussion pour approfondir le sujet et encourager le groupe à s'exprimer, en revenant sur certaines diapositives si nécessaire. Il ou elle peut s'inspirer des questions de réflexion suivantes :

- Qu'est-ce que l'urbanisation selon vous ?
- Que signifie la notion de bidonvilisation pour vous ?
- Pensez-vous que selon les pays ou les villes, les enjeux concernant l'urbanisation sont les mêmes d'un pays ou d'une ville à l'autre ?
- Quelles sont les conséquences positives et négatives de l'urbanisation ?

Matériel nécessaire

- Le document PowerPoint associé à ce module
- Un projecteur

EXPLICATIONS DES DIAPOSITIVES

Diapositive 1

Les images font référence à la bétonisation, à la congestion, ainsi qu'à la pollution. Nous suggérons au formateur de poser les questions suivantes :

- Savez-vous de quelles villes il s'agit ?
- Savez-vous combien d'habitants vivent dans ces villes ?
- D'après vous, quelles sont les conséquences d'une aussi grande concentration de citadins ?

Diapositive 2

Les images illustrent les différents visages de l'urbanisation et exposent la notion de bidonville. Ces images font référence à l'insécurité, à l'insalubrité ainsi qu'à l'aspect universel des bidonvilles de par le monde. Nous suggérons au formateur de poser les questions suivantes :

- Savez-vous de quelles villes il s'agit ?
- Savez-vous ce qu'est un bidonville ? Pourquoi existent-ils ?
- Quelles sont d'après vous les conditions de vie d'un bidonvillois ?

Diapositive 3

Des chiffres clés pour comprendre l'urbanisation. Objectif : donner au groupe l'occasion de se faire une idée de l'ampleur de l'urbanisation ainsi que des prévisions auxquelles elle donne lieu. Les membres du groupe pourront ainsi mieux comprendre les enjeux qui sont liés à ce sujet d'études. Nous suggérons au formateur de poser les questions suivantes:

- Que vous évoquent ces chiffres ?
- Pensez-vous que l'urbanisation avait une telle ampleur ?

Diapositive 4

Discussion critique.

Les réponses aux questions figurent dans le document PowerPoint.



2. DOCUMENTAIRE

Haw-As – Leaving the Sea/Quitter la mer 2016

Réalisateurs : Marie Isabelle Rochon et Lucien Beucher

Synopsis

Haw-As – Leaving the Sea/Quitter la mer traite de la vie d'un couple de pêcheurs âgés aux prises avec des projets d'expansion de la ville de Cordova, aux Philippines. Depuis plusieurs années, des promoteurs souhaitent créer 1500 hectares de nouvelles terres en remblayant une partie de la mer qui longe la municipalité. Ce documentaire aborde le thème de l'urbanisation en proposant un regard critique sur une dynamique au service d'une minorité.

Objectif

Ce documentaire aborde les paradoxes et les critiques qui gravitent autour de l'urbanisation. Après le visionnement de ce court métrage, les membres du groupe et la formatrice ou le formateur pourront aborder le débat portant sur les conséquences de l'urbanisation.

Déroulement

1. La formatrice ou le formateur prend soin d'avoir lu le complément théorique.
2. Il ou elle présente la vidéo.
3. Il ou elle lance la discussion en s'inspirant des questions de réflexion suivantes :

- Quelles sont les conséquences positives de l'urbanisation dans ce cas de figure ?
- Pensez-vous que l'urbanisation et le développement doivent se faire au détriment d'une minorité d'individus ?
- Quelles solutions mettriez-vous en place dans cette situation ?
- Quelle est la relation entre l'urbanisation et les modes de vie traditionnels ?

Matériel nécessaire

- Projecteur
- Documentaire *Haw-As – Leaving the Sea/Quitter la mer*

* Les auteurs de ce module tiennent à remercier Marie Isabelle Rochon et Lucien Beucher, pour leur coopération et leur aide dans la rédaction de ce module.

COMPLÉMENT THÉORIQUE

Documentaire *Haw-As*

La récupération des zones côtières, ou *coastal reclamation*, désigne le processus par lequel de nouvelles terres sont créées par le remblai de zones côtières. Dans les zones peu profondes, l'eau est drainée et ces nouveaux espaces sont par la suite recouverts de terre. En Asie, en raison de la forte densité de population, ces travaux répondent à l'important problème de manque d'espace. La récupération des zones côtières permet de créer de nouveaux terrains sans avoir à détruire des quartiers et à en déplacer les habitants. Principalement exploitées comme zones portuaires ou pour l'aménagement d'aéroports, ces zones sont aussi utilisées pour construire des logements, des bureaux et des aires de divertissement. Si ces projets visent à développer l'économie, les impacts négatifs sur l'environnement et sur les populations locales sont considérables.

Aux Philippines, de nombreuses zones côtières ont été ainsi créées. C'est d'ailleurs à Cebu, dans la ville de Cordova, qu'un projet visant à gagner 1 500 hectares de terres sur la mer sera réalisé. Il s'agit du plus grand projet de récupération de terres aux Philippines. Selon la Philippines Reclamation Authority (PRA), l'agence responsable d'octroyer les permis pour la mise en chantier de ce type de travaux, le projet déposé par la municipalité de Cordova et SM Prime Holdings inc. doit encore franchir plusieurs étapes avant d'être approuvé. Selon la loi, aucun chantier ne peut être entrepris avant d'avoir reçu l'approbation du PRA. Cependant, on remarque que certaines constructions illégales ont tout de même déjà commencé et empêchent les pêcheurs de mener leurs activités à certains endroits.

La mer autour de Cordova est une zone peu profonde abritant plus de 640 hectares de coraux ainsi qu'une quantité importante d'algues où les poissons vont frayer. Cordova est une ville de 70 000 habitants, dont environ 70 % vivent des revenus de la pêche. Les pêcheurs sont souvent pauvres et un bon nombre d'entre eux ne possèdent pas de bateaux à moteur. La réalisation de cet énorme projet réduira donc les espèces marines de la région et forcera les pêcheurs à pêcher beaucoup plus loin.

Les autorités municipales affirment que ce projet est synonyme d'amélioration des conditions de vie de la population de Cordova. Cependant, de nombreux pêcheurs demeurent sceptiques. Les emplois dans le domaine de la construction seront temporaires et les postes au sein des nouvelles entreprises requerront des compétences que la plupart des pêcheurs ne possèdent pas. Aux yeux de plusieurs d'entre eux, il s'agit d'un projet qui ne bénéficiera qu'aux personnes les plus riches.

Les pêcheurs de Cordova militent depuis les années 1990 contre le projet de récupération de terres sur la mer. La pêche est un gage de sécurité pour beaucoup d'entre eux : le poisson pêché chaque jour permet de nourrir toute une famille et d'assurer un revenu minimum. La compagnie SM, qui détient 50 % des parts du projet, a commencé à payer les frais de scolarité des enfants des pêcheurs. Cependant, il revient au maire de Cordova de décider à qui octroyer ces bourses ; les pêcheurs sont donc moins enclins à s'opposer au projet de peur de ne pas recevoir les bourses pour l'éducation de leurs enfants. De plus, cette année, à la suite d'une rencontre avec le maire, de nombreux pêcheurs ont reçu des menaces et craignent de plus en plus de dire haut et fort qu'ils s'opposent au projet.

L'ONG Oceana collabore actuellement avec les pêcheurs de Cordova pour porter la cause devant les tribunaux et tenter d'obtenir une injonction forçant l'interruption du projet. Selon la PRA, les travaux devraient normalement débiter en 2017 ou en 2018. Si le projet est approuvé, les plus jeunes générations qui auront eu la possibilité d'aller à l'école délaisseront la pêche pour se tourner vers les emplois créés par le chantier de récupération des terres. Cependant, l'avenir semble incertain pour les plus vieux pêcheurs de Cordova.

COMPLÉMENT THÉORIQUE

Section 1 : Retour sur l'urbanisation

Qu'est-ce que l'urbanisation ?

L'urbanisation est une dynamique historique qui se traduit par la transformation des formes de la société, c'est-à-dire par la concentration croissante de la population dans des agglomérations urbaines. Elle se mesure donc par le nombre d'habitants dans les agglomérations urbaines par rapport à l'ensemble de la population. Il est important de noter que cette définition sous-entend une distinction entre :

- les populations urbaines qui vivent dans des agglomérations urbaines ;
- les populations rurales qui vivent à l'extérieur de ces agglomérations.

L'urbanisation est plus qu'un simple phénomène démographique, c'est une matrice de changement des formes d'occupation du territoire, des activités économiques, des rapports sociaux et culturels. Ce phénomène prend donc différents visages.

Ville d'agglomération urbaine ou de région rurale ?

Les notions de ville, d'agglomération urbaine ou de région rurale font l'objet de nombreuses définitions en fonction des pays et des cultures. Cela dit, dans la plupart des cas, les distinctions viennent du nombre d'habitants qui y vivent.

Par exemple, au Canada, les régions rurales sont définies comme les regroupements de population vivant à l'extérieur des agglomérations de 1 000 habitants ou plus, dont la densité de la population atteint 400 habitants ou plus par kilomètre carré (Statistique Canada, 2007).

Statistique Canada délimite deux types de grands centres urbains :

- les régions métropolitaines de recensement (RMR), qui comptent dans leur noyau urbain une population de 50 000 habitants et une population totale de 100 000 habitants et plus.
- les agglomérations de recensement (AR), qui comptent dans leur noyau urbain une population de 10 000 habitants et plus et une population totale de moins de 100 000 habitants.

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) propose une classification des régions moins technique :

- les régions essentiellement rurales sont les divisions de recensement dans lesquelles plus de 50 % de la population vit dans une collectivité rurale. La densité démographique d'une collectivité rurale est inférieure à 150 personnes au kilomètre carré.
- les régions essentiellement urbaines sont les divisions de recensement dans lesquelles moins de 15 % de la population vit dans une collectivité rurale.

Concepts liés

La **croissance urbaine** désigne l'extension des villes et des zones urbaines. Elle résulte de trois principaux mouvements :

- l'accroissement de la population des villes (dû à un nombre de naissances surpassant le nombre de décès) ;
- les migrations des campagnes vers les villes (que l'on appelle « exode rural ») lorsque les ruraux partent en masse et de façon permanente vers les zones urbaines) ;
- le reclassement administratif de communes considérées auparavant comme rurales (ceci étant largement dû à l'étalement urbain).

La plus grande part de l'urbanisation est maintenant attribuable, dans les pays du Sud, à l'accroissement naturel de la population vivant déjà en ville. Dans les pays développés, elle est d'abord liée à des reclassements administratifs consécutifs à l'étalement urbain.

Le taux d'urbanisation désigne la proportion de citoyens dans la population totale.

L'**effectif de la population** urbaine est le nombre absolu de personnes vivant dans les villes pour un pays donné. Une **mégapole**, d'après les Nations Unies, est un centre urbain dont la population est d'au moins 10 millions d'habitants. En 2014, la planète comptait 28 villes de plus de 10 millions d'habitants. Ce chiffre est en constante progression depuis 1950, où seule la ville de New York était une mégapole. D'ici 2030, on prévoit que le monde comptera 41 mégapoles avec plus de 10 millions d'habitants. Tokyo devrait rester la plus grande ville du monde en 2030 avec 37 millions d'habitants, suivie de près par Delhi, où la population devrait passer rapidement à 36 millions. Il y a plusieurs décennies, la plupart des plus grandes agglomérations urbaines se trouvaient dans les régions de l'hémisphère Nord, mais les grandes villes d'aujourd'hui sont concentrées dans le Sud.

Les **bidonvilles**, selon ONU-Habitat, sont des « zones urbaines très densément peuplées, caractérisées par un habitat insalubre et misérable ». En 2003, dans un rapport portant sur ces zones, ONU-Habitat ajoutait qu'ils sont marqués par : un manque d'accès à l'eau potable, une mauvaise qualité des logements, l'absence d'un espace de vie convenable et un manque de sécurité de l'habitat.

Comment appréhender l'urbanisation ?

L'urbanisation n'a pas les mêmes conséquences et le même visage partout, et celui-ci varie en fonction de l'histoire des pays et de leur culture.

D'abord, l'urbanisation comprend toujours une variable culturelle. Chaque pays, voire chaque ville, s'est construit sur un modèle urbain singulier. Si l'urbanisation implique parfois une opposition entre les campagnes dites traditionnelles et la ville synonyme de progrès et de modernisation, cette distinction tend à être de plus en plus floue.

Ensuite, le phénomène de l'urbanisation a toujours une dimension sociétale. En effet, l'urbanisation suppose la cohabitation d'individus qui ont parfois des origines diverses, des revenus variables ou encore des valeurs différentes. Cette hétérogénéité peut être à l'origine de mouvements sociétaux tels que l'embourgeoisement ou la ghettoïsation de certaines zones urbaines.

Enfin, on peut faire un lien entre urbanisation et environnement sur plusieurs plans : alors que certaines zones urbaines se développent au détriment d'espaces naturels ou protégés, les villes compactes, dotées de bons systèmes de transport collectif, ou encore fonctionnant grâce à des sources d'énergie propre, peuvent être synonymes de respect pour l'environnement.

Quels sont les acteurs de l'urbanisation ?

De nombreux acteurs prennent part à l'urbanisation, chacun ayant un niveau d'intervention spécifique. Au niveau international, on trouve les agences de développement latérales et multilatérales, comme ONU-Habitat. Cette agence spécialisée de l'ONU a pour but le développement des villes durables afin de favoriser l'accès à des habitations décentes pour tous. De nombreuses ONG tentent également d'influencer le processus d'urbanisation. L'objectif de ces acteurs internationaux est de promouvoir une urbanisation durable.

Au niveau national, on compte les décideurs publics nationaux et locaux responsables de l'aménagement du territoire. Ceux-ci travaillent en coopération avec des acteurs gouvernementaux (par exemple les ministères des Transports, de l'Éducation, de la Santé, de l'Environnement, etc.) et des acteurs de la sphère privée, notamment les promoteurs immobiliers.

Il est à noter que ces acteurs interviennent dans le cadre d'une urbanisation « contrôlée ». Au cours d'une urbanisation dite « sauvage », il n'y a pas de planification, donc aucune action concertée.

Retour sur les origines de l'urbanisation

L'urbanisation n'a pas les mêmes origines ou les mêmes conséquences partout. De nombreux facteurs à la fois historiques, politiques ou socioculturels expliquent l'urbanisation croissante des dernières décennies. Retracer les origines exactes de l'urbanisation n'est pas simple, notamment parce que le développement de chaque agglomération urbaine est le fruit d'une trajectoire particulière. Cela dit, nous pouvons affirmer que l'urbanisation est la conséquence de divers phénomènes.

Tout d'abord, l'urbanisation résulte des évolutions citadines. La grande majorité des villes sont, dans un premier temps, nées du commerce (lieu d'échanges, carrefour de voies de communication) grâce aux surplus agricoles dégagés par de meilleurs rendements en raison de technologies plus performantes. Dans les pays du Nord, l'urbanisation est une conséquence de la révolution industrielle du 19^e siècle, qui a provoqué un « exode rural » ; ce terme désigne le mouvement de population qui a poussé des habitants de zones rurales à migrer massivement vers les villes pour trouver du travail dans les usines. Aujourd'hui, il existe aussi un lien entre urbanisation et tertiairisation des sociétés. En effet, depuis quelques décennies, de nombreuses villes doivent leur essor au développement du secteur tertiaire, lequel se situe essentiellement en ville (bureaux, commerces, etc.). Dans les pays du Sud, la ville attire les paysans ; elle représente l'espoir de trouver un travail et de vivre plus décentement. La ville représente un symbole de liberté et d'accès à des services de meilleure qualité (écoles, universités, hôpitaux).

Dans une perspective commerciale, l'urbanisation est le fruit de l'accaparement de terres agricoles par des firmes multinationales sur fond de spéculation immobilière. Le tourisme de masse est également responsable de l'urbanisation, car il favorise le développement d'infrastructures touristiques et attire des populations à la recherche d'emplois dans ce domaine.

L'urbanisation peut aussi avoir des causes politiques, lorsqu'un acteur local ou national élabore une politique d'aménagement du territoire ou établit un nouveau centre urbain à partir de rien, comme dans le cas de nouvelles capitales nationales (par exemple, Brasilia au Brésil).

Enfin, parmi les causes de l'urbanisation, on relève des motifs humanitaires, lorsque des paysans partent à la ville pour fuir les campagnes et leurs problèmes : famine ou malnutrition, pauvreté, guerre ou encore absence de services de base.

Un phénomène de taille, mais inégal

Dans un rapport de 2012, l'agence ONU-Habitat a dressé des prévisions sur l'urbanisation. À l'heure actuelle, on estime qu'une majorité de personnes vivent dans une zone urbaine (54 % de la population mondiale en 2014). Ce chiffre constitue une forte évolution, car, en 1950, seulement 30 % de la population mondiale était urbaine. Les prévisions suggèrent que cette croissance se poursuivra encore pendant au moins quelques décennies. En effet, on estime qu'en 2050, 66 % de la population mondiale sera urbaine. Cela signifie que, au cours des quarante prochaines années, la population urbaine mondiale augmentera de 200 000 habitants par jour! C'est en raison de ces prévisions que l'urbanisation est devenue un enjeu de taille de développement durable.

Aujourd'hui, les régions les plus urbanisées sont l'Amérique du Nord (82 % de population urbaine en 2014), l'Amérique latine et les Caraïbes (80 %) et l'Europe (73 %). En revanche, l'Afrique et l'Asie restent majoritairement rurales, avec 40 % et 48 % de leur population respective vivant dans les zones urbaines. Cependant, ces deux continents se sont urbanisés plus rapidement que les autres régions et devraient atteindre des taux d'urbanisation de respectivement 56 % et 64 % d'ici 2050. Près de la moitié des citadins du monde vivent dans des agglomérations de moins de 500 000 habitants, alors que seulement une personne sur huit vit dans les 28 mégapoles de plus de 10 millions d'habitants.

Si le monde connaît actuellement une urbanisation sans précédent, ce phénomène n'a pas la même ampleur partout. Dans les pays du Nord, le taux d'urbanisation est très élevé (aux alentours de 75 %), mais ces États connaissent aujourd'hui une croissance urbaine faible. La situation des pays développés est originale : les villes perdent de leur force d'attraction, mais les taux d'urbanisation restent partout élevés. Par exemple, près de 80 % des Québécois et 95 % des Britanniques sont des citadins.

Les villes connaissent des évolutions particulières qui se caractérisent par l'essor des banlieues, lié entre autres au développement de l'automobile. Les habitants recherchent de l'espace et un cadre de vie agréable, quitte à s'éloigner du centre-ville. Ce phénomène de desserrement des villes s'appelle la suburbanisation ou périurbanisation. Il est particulièrement développé en Amérique du Nord.

Les villes des pays développés sont généralement bien équipées en infrastructures : transports en commun, approvisionnement en eau, évacuation des déchets, services municipaux, hôpitaux, etc. Elles se heurtent cependant à certains problèmes liés aux concentrations de population, problèmes accentués par la crise économique, comme l'insécurité ou encore la pauvreté, qui engendre l'exclusion.

Les pays du Sud, une urbanisation récente et forte

Les pays du Sud sont globalement moins urbanisés et affichent un taux d'urbanisation aux alentours de 50 %. Ces pays ont connu une véritable explosion urbaine de 1950 à 1975 en raison notamment de l'exode rural et d'un fort taux d'accroissement naturel. De ce fait, ils font face à de graves problèmes que les municipalités n'arrivent pas à résoudre : logement (développement des bidonvilles), insécurité, manque d'équipements (de transport, de santé, scolaires...). L'explosion urbaine crée également des déséquilibres à l'échelle du pays, entre les villes et les campagnes, ou entre les différentes villes elles-mêmes.

À l'échelle de la planète, d'un point de vue géographique, on peut distinguer deux modèles d'urbanisation : en Afrique et en Asie, moins de 50 % de la population vit dans des villes, tandis que, sur les autres continents, environ les trois quarts des habitants ou plus sont des citadins (74 % en Europe, 70 % en Océanie, 80 % en Amérique latine et aux Caraïbes, et 81 % en Amérique du Nord, en 2016).

L'Amérique latine et les Caraïbes sont donc, par leurs taux d'urbanisation, plus proches des pays développés que des pays en développement. Les taux d'urbanisation de l'Afrique et de l'Asie sont certes encore bas, comparativement aux autres continents, mais c'est l'Asie qui rassemble le plus grand nombre de personnes vivant dans des villes : la population urbaine de ce continent est estimée à plus de 2,2 milliards d'habitants en 2017.

COMPLÉMENT THÉORIQUE

Section 2 : Débats et enjeux

Les conséquences de l'urbanisation

L'urbanisation constitue donc un enjeu majeur du 21^e siècle. À mesure que le monde continuera de s'urbaniser, les défis du développement durable seront de plus en plus concentrés dans les villes, en particulier dans les pays du Sud. Parallèlement, les villes offrent des possibilités d'élargir de manière efficace l'accès aux services, comme les soins de santé et l'éducation, pour un grand nombre de personnes. Le transport public, le logement, l'électricité, l'eau et l'assainissement destinés à une population dense sont généralement moins chers et moins dommageables pour l'environnement que lorsqu'il s'agit de fournir ces mêmes services dans des territoires ruraux beaucoup moins densément peuplés. Les citoyens ont également accès à des marchés du travail plus diversifiés et jouissent d'une vie plus saine dans l'ensemble.

Une croissance urbaine rapide et imprévue menace le développement durable lorsque les infrastructures nécessaires n'existent pas ou lorsque les politiques ne sont pas mises en œuvre pour garantir un partage équitable des avantages de la vie urbaine. Aujourd'hui, en dépit de l'avantage comparatif des villes, les zones urbaines sont plus inégales que les zones rurales et des centaines de millions de personnes vivent dans des conditions de vie déplorables. Dans certaines villes, l'expansion urbaine non planifiée ou mal gérée entraîne un étalement rapide, de la pollution et une dégradation de l'environnement.

L'urbanisation nécessite une planification concertée. Elle est en outre une dynamique à double tranchant, en fonction des moyens et des ressources qu'on lui octroie. Bien gérée, elle peut améliorer sensiblement la qualité de vie de tous. Mal gérée, elle entrave le développement et favorise de surcroît la multiplication d'habitations insalubres de même que l'augmentation de la criminalité et de la pauvreté. Ainsi, le principal enjeu d'urbanisation au cours des prochaines décennies sera de faire de la ville un synonyme de conditions de vie décentes et d'accès aux services pour le plus grand nombre de personnes.

Retour sur la bidonvilisation

D'après l'ONU, les bidonvilles se caractérisent par « l'accès inadéquat à l'eau potable, l'accès inadéquat à l'assainissement et aux autres infrastructures, la mauvaise qualité des logements, le surpeuplement et le statut précaire de l'habitation ». En 2011, ONU-Habitat estimait que 827,6 millions de personnes vivaient dans des bidonvilles, soit presque 12 % de la population mondiale, mais également 50 millions de personnes de plus par rapport à l'an 2000. C'est en Afrique subsaharienne que les chiffres sont les plus inquiétants, car 199,5 millions de personnes (61,7 % de la population urbaine totale) vivent dans des bidonvilles. Selon ONU-Habitat, la population mondiale vivant dans les bidonvilles devrait s'accroître de 6 millions chaque année, pour atteindre un total de 889 millions en 2020.

Si ces statistiques prêtent à discussion, elles indiquent toutefois qu'un tiers des urbains du monde habitent actuellement des bidonvilles. Comme on estime que le taux d'urbanisation mondial va augmenter fortement au cours des prochaines années, les pays du Sud vivront donc une intense pression démographique sur les villes qui sera difficile à absorber.

La bidonvilisation remet en cause la corrélation entre urbanisation et modernisation. L'urbanisation est désormais vue comme le fruit de l'exode rural rapide et massif des populations, dont une partie se heurte à une crise d'insertion urbaine et se retrouve progressivement marginalisée en périphérie des zones urbaines. Ces populations se retrouvent en situation de sous-emploi et sont logées dans des habitats précaires. Les conséquences néfastes de ces zones d'habitations précaires sont nombreuses.

- Les services sanitaires de base y sont inexistant, comme l'accès à l'eau potable ou l'assainissement des eaux usées.
- Les risques d'inondation et de glissement de terrain sont nombreux, car les rues ne sont pas pavées, ce qui assurerait l'écoulement des eaux, et aucun système d'évacuation des eaux n'est construit dans ces quartiers.
- Les bidonvilles n'ont souvent pas d'électricité, pas de gestion des déchets, la pollution y est omniprésente et les risques de maladies et d'épidémies y sont décuplés. Les infrastructures de transports collectifs sont souvent inexistantes, ce qui isole encore plus ces quartiers du reste de la ville.
- La malnutrition et la faim y sont très présentes.
- La criminalité et l'insécurité sont le lot quotidien de leurs habitants.
- Les bidonvilles sont juridiquement illégaux, car ils sont construits sans autorisation et ne figurent sur aucun plan d'urbanisme. Ils se développent généralement à la périphérie des villes, souvent le long des voies de chemin de fer et même sur le toit des immeubles.

Des solutions au problème de la bidonvilisation ?

La résolution du problème des bidonvilles passe avant tout par la résolution du problème de la pauvreté. ONU-Habitat s'est fixé comme objectif d'améliorer sensiblement la vie de 100 millions d'habitants des bidonvilles à l'horizon 2020. L'ONU a ainsi mis en place un programme d'approvisionnement en eau et en équipements sanitaires, de gestion de l'économie urbaine, d'amélioration des conditions de vie des populations défavorisées, avec des mécanismes de financements internationaux et nationaux. De nombreuses mesures sont proposées dans ce sens, comme la création de services de base pour l'eau, l'assainissement, le transport, l'électricité, la santé. Elles préconisent en outre : d'accorder des prêts aux pauvres, comme les microcrédits, pour que ceux-ci puissent améliorer leur habitation ; d'accorder aux populations pauvres des titres de propriété foncière ; de laisser les habitants participer à la prise de décision pour l'amélioration des politiques publiques relatives aux bidonvilles ; de soutenir les activités informelles des populations pauvres ; de mettre en place des politiques de décentralisation urbaine pour mieux planifier la migration rurale vers les villes et prévenir l'expansion des bidonvilles.

Ces objectifs ne pourront pas être réalisés sans l'aide des gouvernements. Ces derniers doivent mettre en œuvre des politiques garantissant que les bénéfices de la croissance urbaine seront partagés de manière équitable et durable.

Des conséquences néfastes également dans les pays du Nord

Si, dans les pays du Sud, l'urbanisation peut avoir comme conséquence la bidonvilisation, il faut savoir qu'elle peut également être à l'origine d'effets néfastes dans les pays du Nord. Le niveau économique des habitants explique les formes d'évolution spatiale et sociale des villes. Les ménages les plus aisés choisissent avec soin leur lieu d'habitation et relèguent les plus pauvres là où ils ne veulent pas aller. Ils font ainsi évoluer la structure et la géographie sociales de la ville dans laquelle ils résident. Des phénomènes dynamiques sont en jeu, comme ce fut le cas avec l'embourgeoisement du centre de Londres : des quartiers initialement habités par des ouvriers ont été progressivement « colonisés » par les classes moyennes ou supérieures qui en ont fait des lieux de plus en plus recherchés, ce qui a eu pour conséquence de changer radicalement la composition sociale de ces quartiers. Ce phénomène d'embourgeoisement s'observe dans de nombreuses villes. Si, dans un premier temps, il se traduit

par un accroissement de la mixité sociale, à long terme, la hausse des loyers et du coût de la vie entraîne un départ des populations pauvres vers des zones périurbaines (c'est-à-dire dans des zones à proximité des villes, comme les banlieues).

Ainsi, le prix des logements dans un quartier favorisé finit par garantir l'« entre-soi résidentiel » de la classe aisée : ces prix s'expliquent en effet moins par la qualité intrinsèque des logements que par la « qualité du voisinage ». Les conséquences de l'embourgeoisement peuvent être dangereuses, car outre le fait de réduire la mixité sociale, elle provoque souvent des mécontentements chez les populations qui quittent leur quartier d'origine à cause de la hausse des loyers.

Les défis de l'urbanisation

En présence des enjeux de l'urbanisation, un nouveau modèle de ville pour l'avenir est à inventer. Les modes de vie des habitants urbains doivent aussi profondément évoluer si l'on veut donner un contenu en quelque sorte pratique au concept de développement durable.

Maintien d'un lien social, lutte contre l'embourgeoisement et la dualisation des villes

Le maintien d'un lien social entre les différentes catégories de population est un des enjeux principaux auxquels sont exposées les villes qui ont connu une urbanisation contrôlée. Comme nous l'avons vu, aujourd'hui, de nombreuses villes occidentales sont aux prises avec des dynamiques urbaines non dépourvues de conséquences, comme l'étalement urbain et l'embourgeoisement. Dans ce genre de situations, c'est avant tout des décisions politiques qui se révèlent les meilleures solutions : encadrement des prix des loyers, construction de logements sociaux obligatoire dans toutes les communes et dans tous leurs quartiers de manière à garantir la mixité sociale.



Crédit photo : Kevin Dooley

La conciliation entre respect du patrimoine, traditions culturelles et modernité

Le patrimoine d'une ville peut aussi être menacé par la pauvreté des populations, quand des quartiers anciens sont laissés à l'abandon ou quand des opérations dites de réhabilitation conduisent à des destructions massives d'un habitat ancien pour construire des logements neufs ou des bureaux à l'architecture banale. Lorsqu'un pays se développe économiquement, une forte pression immobilière s'exerce sur le patrimoine historique. À Beijing, les quartiers populaires du centre, très pittoresques, ne résistent pas aux opérations de réaménagement de la ville. Hanoï, ville longtemps épargnée par la promotion immobilière, est aujourd'hui placée devant cette difficile conciliation entre la conservation de son patrimoine architectural et les constructions nouvelles provoquées par le rythme élevé de croissance économique que connaît le Vietnam.

Les villes doivent encore tenir compte d'un autre enjeu touchant le patrimoine urbain. Elles doivent éviter que la mondialisation se traduise par une uniformisation, notamment de leurs centres, avec la présence des mêmes enseignes, des mêmes chaînes hôtelières internationales, du même design urbain, etc.

Urbanisation et amélioration de l'environnement

Le traitement des déchets est aussi un grand problème des villes. Il suffit de voir comment New York croule sous les immondices dès que les éboueurs se mettent en grève. Les grandes villes des pays développés sont plus ou moins avancées dans le tri sélectif des ordures ménagères, mais ce qui est plus fondamentalement en jeu, ce sont les modes de consommation des citoyens. Ces villes ne peuvent pas se dire durables si leurs habitants conservent des habitudes de gaspillage systématique.

Les villes du Sud ont des défis majeurs à relever : mieux loger leurs habitants, accroître les possibilités d'emploi, mieux gérer les transports, assurer un meilleur approvisionnement en eau et en électricité, améliorer la voirie, etc. Pour améliorer l'environnement urbain, une forte croissance économique est nécessaire, mais il importe que les conséquences humaines et écologiques de cette croissance soient maîtrisées. C'est bien l'enjeu d'un développement durable des villes. Cette amélioration de l'espace urbain passe par un soutien des institutions internationales. En effet, les plans d'ajustement structurel souvent demandés par les organisations financières internationales ont pour effet de réduire le pouvoir d'achat des habitants des villes et de réduire les dépenses sociales des gouvernements, notamment dans les secteurs de l'éducation ou de la santé. La conséquence de cette dégradation des conditions de vie en milieu urbain est une « ruralisation » des villes, les citoyens adoptant des modes de vie comparables à ceux des ruraux. Les activités informelles et agricoles se développent, et ceux qui s'y livrent sont non seulement des personnes sans emploi salarié, mais aussi des salariés disposant de revenus insuffisants pour vivre décemment. Le résultat est alors qu'une part importante des citoyens vit de l'agriculture. Les difficultés éprouvées pour se loger dans les villes font aussi que se développent à leur périphérie des habitats sommaires, parfois peu différents de ceux des villages.

En somme, pour mieux respecter l'environnement, il faut réinventer l'urbanisation en luttant contre l'expansion et en favorisant le développement des villes durables. Dans certaines villes, le respect de l'environnement n'est pas une priorité, à cause de leurs faibles moyens financiers. C'est pourquoi la coopération internationale doit pallier ces manques.

Vers une urbanisation qui respecte l'environnement ?

Dans les villes de l'hémisphère Sud, l'amélioration de l'environnement urbain se pose en des termes différents. Lorsque des villes voient leur taille augmenter au rythme annuel de 5 %, l'enjeu environnemental prend une importance considérable. Le système de transports publics ne peut soutenir un accroissement de la demande aussi rapide, d'autant plus qu'elle émane de populations

en partie pauvres. Mais c'est aussi le fonctionnement des services publics de ramassage des ordures qui est en cause. Il est fréquent, dans des capitales ou de très grandes villes du Sud, de voir se multiplier les décharges sauvages, même dans des quartiers centraux. Pour ces villes et ces pays, l'amélioration de l'environnement urbain passe nécessairement par un développement économique et social permettant une amélioration des infrastructures publiques et un élargissement du parc des logements.

Dans les pays développés, l'organisation de l'espace structure aussi en partie les comportements. Les périphéries de nombreuses villes, grandes ou moyennes, se sont développées, parfois sans le moindre souci de préservation des sites et sans un minimum de règles d'ordre esthétique. L'installation de vastes zones commerciales, au pourtour des agglomérations urbaines, s'est traduite par une importante consommation d'espace, mais a été aussi une incitation à la mobilité des populations urbaines, mobilité dont on connaît le coût écologique.

Si l'urbanisation est aujourd'hui mondiale, son intensité varie d'une région à l'autre. Cette différence se voit notamment entre les pays développés, qui semblent être au terme de ce phénomène d'évolution urbaine, et les pays en développement, qui se trouvent au cœur de cette évolution. Il est alors légitime de se demander si la différence d'urbanisation entre les pays du Nord et ceux du Sud résulte seulement d'un décalage dans le processus d'urbanisation et donc d'un simple retard de la part des pays du Sud, ou bien s'il existe des processus d'urbanisation radicalement nouveaux. La première hypothèse semble difficilement tenable. En effet, bien que les continents asiatique et africain aient un niveau d'urbanisation bien inférieur à celui des pays occidentaux, leur taux d'urbanisation est plus de deux fois plus intense que celui enregistré dans les moments forts de la croissance urbaine des pays développés. Il pourra donc en résulter des conséquences diverses en termes d'organisation sociale et environnementale.



Crédit photo : Prayitno

4. ACTIVITÉ DE RÉFLEXION

Quelles villes pour le futur?

Objectif

En 2050, on estime que la moitié de la population mondiale sera urbaine. Il est donc nécessaire de réfléchir à l'urbanisation future, afin de mieux prévenir les conséquences néfastes que peut engendrer le phénomène. Cette activité de réflexion donne aux membres du groupe l'occasion de mettre en pratique l'ensemble des aspects qu'ils auront vus au cours de ce module. L'objectif est de les amener à envisager les villes de l'avenir et surtout, à approfondir leur réflexion sur les enjeux de gestion de l'urbanisation.

Déroulement

1. La formatrice ou le formateur divise le groupe en équipes auxquels il distribue les consignes.
2. Chaque équipe doit imaginer une ville de l'avenir (ou l'évolution d'une ville actuelle). Chacun devra proposer des solutions réalistes à des problèmes qui les concernent.
3. Les équipes rédigent leurs propositions et préparent leur présentation orale.
4. Les équipes présentent à leur tour leur ville de l'avenir ainsi que leurs propositions. À ce moment, les autres sous-groupes représentent le conseil municipal de la ville en question et devront approuver ou non les projets qui leur sont présentés.

Fonctionnement

1. Chaque équipe est libre de choisir une ville existante ou bien d'inventer une ville (auquel cas, il devra donner des renseignements fictifs sur celle-ci : emplacement, histoire, fondation, ressources...).
2. Chaque équipe devra faire au moins une proposition concernant chaque enjeu auquel il fait face.
Attention : les propositions devront être réfléchies, car elles pourront être refusées si elles ne semblent pas cohérentes aux yeux de leurs camarades. Par exemple, une équipe peut formuler des propositions liées les unes avec les autres afin d'accroître l'efficacité de ses mesures.
3. Les équipes devront également dessiner un plan de leur ville avant et après leurs propositions, ce qui leur permettra de mettre en relief leur travail.

**Les membres du groupe doivent bénéficier d'un accès à Internet pour s'inspirer de solutions existantes et les adapter à leurs villes. Par ailleurs, cette activité n'est pas un concours ni une compétition, car chaque équipe examine des enjeux qui lui sont propres et dispose de moyens différents de ceux des autres équipes. Si les équipes détectent d'autres enjeux, elles peuvent également les traiter.*

Matériel nécessaire

- Consignes imprimées pour chacune des équipes (voir annexe).
- Feuilles pour le croquis et la liste de propositions.

RÉFÉRENCES

Lery A. et Vimard Patrice (dir.). *Population et développement : les principaux enjeux après la conférence du Caire*. Chapitre 3, (1996) 39- 49.

Damon, Julien. « L'urbanisation du monde : espoirs et menaces ». *Sciences humaines* 11/2011 (N° 231), (2011): 26-26.

Maurin, Éric. *Le ghetto français. Enquête sur le séparatisme social*. La République des idées/Seuil (2004).

Prud'homme, Rémy. « Le biais anti-urbain dans les pays en développement ». Communication au colloque « Ville mal aimée, ville à aimer », Cerisy (2007).

Société d'habitation du Québec. *L'habitation au Québec comparée à dix-sept pays*. Direction des communications, Josette Huet (2017).

Souty, Jérôme. 2007. « L'urbanisation du monde », *Sciences humaines*, 5/2007 (N° 182), p. 11-11.

UN-HABITAT. *The Challenge of Slums, Global Report on Human Settlements*. United Nations Human Settlements Programme, Earthscan Publications, Londres (2003).

Veron, Jacques. 2006. *L'urbanisation du monde*. Paris, La Découverte, 128 pages.

Le Bris, Émile. 2001. « Croissance urbaine et gestion des villes ». Dans *Population et développement : les principaux enjeux cinq ans après la Conférence du Caire*. Lery A. et Vimard Patrice (dir.). Paris (FRA); Marseille : CEPED ; LPE, 2001, (12), p. 39-49.

ANNEXE

Premier groupe

(par exemple, une métropole dans un pays développé comme les États-Unis)

Enjeux : congestion, pollution, embourgeoisement, mixité sociale, population d'itinérants, gestion du patrimoine urbain traditionnel.

La ville en question est densément peuplée, mais depuis plusieurs décennies, elle a été structurée par une urbanisation « contrôlée ». Aujourd'hui, les principaux enjeux auxquels elle fait face concernent la mise en place d'une évolution durable. Ce groupe dispose de moyens de taille, mais il a des problèmes de gestion durable.

Second groupe

(par exemple, une ville dans un pays émergent comme le Brésil)

Enjeux : répartition de la richesse, pollution, insécurité, chômage, conciliation de la tradition et de la modernité (enjeu commun aux groupes 2 et 3).

Dans ce cas de figure, le groupe devra proposer un projet urbain cohérent : il faudra tenter de maîtriser l'urbanisation pour qu'elle soit au service du plus grand nombre, mais également assurer des conditions de vie descentes à l'ensemble de la population. Ce groupe dispose de moyens corrects, mais il devra proposer des solutions rapides et concrètes pour permettre à sa ville de se développer de manière durable.

Troisième groupe

(par exemple, une ville en Afrique comme le Nigéria)

Enjeux : pollution, domestication de l'urbanisation, reconversion des bidonvilles, conciliation de la tradition et de la modernité (enjeu commun aux groupes 2 et 3). Sa priorité sera d'assurer la mise en place d'infrastructures de santé, d'hygiène et d'éducation pour ses habitants, tout en disposant de moyens limités.

Ici, le contexte n'est pas le même que pour le second groupe, car dans ce cas de figure, il n'y a pratiquement jamais été question de projets urbains. Ainsi, le troisième groupe part sur des bases d'urbanisation incontrôlée et quasi inexistante, et dispose de peu de moyens dans un contexte d'urgence.

Quatrième groupe

(par exemple, une ville moyenne dans un pays scandinave comme la Finlande)

Enjeux : transition énergétique, consommation d'énergie, respect de l'environnement, hiver très froid. Son objectif est de rendre sa ville la plus durable et « verte » possible. En raison de la taille de la ville, ce groupe ne dispose pas de moyens considérables ; il devra donc réfléchir pour mettre en place les propositions les plus pertinentes possible.

Cinquième groupe *facultatif*

Une ville issue d'une colonisation spatiale. Le groupe sera entièrement libre, car il en est le fondateur.

Enjeux : recyclage à 100 % des déchets, alimentation de sa population, relations avec les extraterrestres, fondation d'une nouvelle société.

Dans ce cas de figure, le groupe est particulièrement libre de faire ce qu'il veut. Il peut choisir par exemple de construire une ville propre, ou bien de construire une ville guerrière. Ce groupe peut également proposer un modèle nouveau d'urbanisation (qu'il devra mettre au point), sans jamais oublier que son projet devra être approuvé par les autres équipes. Ce groupe aura tous les moyens qu'il souhaite. La Terre l'a en effet chargé de construire une ville du futur, car les politiques énergétiques du président Trump ont condamné la planète.